SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 10 JUILLET 1923.

Rapport de la Commission des Sciences et des Arts, chargée d'examiner le Projet de Loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand.

(Voir le n° 175 du Sénat.)

Présents : MM. DERBAIX, président ; le comte CORNET D'ELZIUS DE PEISSANT, DE PIERPONT SURMONT DE VOLSBERGHE, LIBBRECHT, NOLF, REMOUCHAMPS, M^{me} SPAAK, MM. VERMEYLEN, WEYLER et CARNOY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS.

Le Sénat se trouve pour la troisième fois saisi d'un projet tendant à réglementer l'emploi des langues à l'Université de Gand.

Les projets précédents ainsi qu'une douzaine de propositions subsidiaires ont donné lieu à des discussions approfondies tant dans le sein de la Commission des Sciences et des Arts que dans la Commission spéciale et dans le Sénat lui-même. On peut dire que jamais question ne fut examinée aussi complètement dans tous ses aspects et dans toutes ses possibilités.

Ces discussions ont fait apparaître une profonde divergence de vues entre une partie de l'assemblée qui désire qu'à l'Université de Gand, l'emploi du flamand soit substitué à celui du français, tandis que l'autre groupe préférerait créer un enseignement supérieur flamand tout en conservant dans son intégrité l'institution actuelle de langue française.

Aucune de ces solutions nettes n'ayant obtenu une majorité, le projet transmis par la Chambre des Représentants, notamment, ayant été rejeté, on s'est efforcé de faire triompher une transaction. La plupart des formules de ce genre introduisaient un dédoublement plus ou moins conditionné, plus ou moins mitigé. Du côté des Flamands on s'est refusé à reconnaître à ces propositions un caractère transactionnel. Seuls, deux textes retinrent l'attention de cette partie de l'assemblée : ceux que présenta successivement M. le comte de Broqueville. Toutefois, aucun des deux ne put, en fin de compte, rallier une majorité.

En raison de l'importance qu'a prise cette question dans la politique belge, le Gouvernement a tenu à présenter lui-même devant le Parlement un projet relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand, qu'il offre comme une transaction. C'est donc à ce point de vue que votre Commission avait à le juger.

Il aurait été vain de faire apparaître à ce propos les avantages et les inconvénients afférant aux deux systèmes que l'on s'est efforcé de concilier dans ce nouveau texte. Tel qu'il est, celui-ci n'instaure pas le dédoublement puisqu'un tiers des leçons doit être suivi dans l'autre langue et puisqu'un tiers seulement des cours légaux se donneront dans les deux langues. Il n'introduit pas non plus la flamandisation puisque deux tiers de l'enseignement en français est maintenu et que l'étudiant flamand ne pourra suivre que deux tiers des cours légaux dans sa langue maternelle. Au point de vue du nombre des leçons, les Flamands reçoivent donc moins que dans n'importe quel autre système présenté jusqu'ici qui tous organisaient un enseignement flamand complet, sauf la formule esquissée d'abord par M. le Ministre Nolf, laquelle comportait le maintien d'un cours par année, donné exclusivement en français.

En augmentant encore dans le projet actuel la proportion des leçons données en français seulement, M. le Ministre aggrave encore le sacrifice qu'il demande aux partisans de la flamandisation. Il contrebalance cet inconvénient en imposant à la section française, également, un tiers des cours en flamand.

La symétrie et le caractère transactionnel de son projet s'obtient donc aux dépens à la fois des partisans de la flamandisation et de ceux du dédoublement.

Ce n'est donc pas au nom de leurs principes que les uns et les autres pourront être amenés à se rallier au système préconisé.

Aussi, M. le Ministre tout en invoquant en faveur de son système quelques considérations d'ordre général, a-t-il tenu à insister tout spécialement dans son exposé des motifs et dans le commentaire qu'il fit de son projet en Commission, sur les avantages pratiques que présente sa solution.

Il tient à faire ressortir que celle-ci s'applique à l'Université en tant qu'école professionnelle. Elle ne s'efforce pas de modifier profondément la situation sociale des Flandres. Elle accepte comme un fait l'existence d'étudiants dont le français est la langue principale à côté des jeunes gens élevés dans la langue de la région. C'est pour répondre aux préférences de chacune de ces catégories, dit-il, qu'il institue les deux sections.

Il tient toutefois à ce que les élèves flamands soient amenés à savoir le français et à ce que les autres ne puissent plus ignorer le flamand et cela non pas afin de travailler dans le sens d'un bilinguisme principal mais dans l'intérêt de la population et des diplômés eux-mêmes en raison de l'état de choses existant aujourd'hui en fait.

Son système, explique-t-il, a trois avantages : il réunit les élèves de langue française et ceux de langue flamande dans les mêmes auditoires ; il épargne aux professeurs les inconvénients du dédoublement ; il permet d'opérer une réforme importante avec des dépenses insignifiantes.

A un autre point de vue, la réglementation linguistique de l'enseignement supérieur des Flandres correspondrait bien à celle admise dans l'enseignement secondaire où existent aussi deux sections.

Un membre opposé à la flamandisation s'est refusé à reconnaître au projet un caractère transactionnel parce que l'article 1^{er} porte que l'enseignement se donnera, à Gand, en flamand. Il regarde comme inconstitutionnel que l'obligation de connaître le flamand dans une partie de la Belgique soit inscrite dans une loi. Cette nécessité serait, du reste, moindre que ne le proclame l'exposé des motifs car, pour beaucoup de professions libérales, la connaissance du patois local serait suffisante.

Un sénateur juriste a répondu à cela qu'il ne pouvait apercevoir rien d'inconstitutionnel dans le projet. Il a fait, en outre, remarquer que l'on

devait favoriser les efforts des Flamands pour répandre la langue littéraire dans la population.

Du côté des partisans de la flamandisation, on a tenu à montrer que le projet était, dans le fait sinon dans les intentions, une application du système du « bilinguisme » lequel ne peut de façon générale se concilier avec les droits des Flamands dans leur région.

Un membre fit toutefois remarquer que cette imperfection principielle pouvait revêtir aux yeux des Flamands un caractère moins grave si l'on considérait que le projet reconnaît au moins théoriquement la suprématie du flamand dans l'Université de Gand.

Non seulement l'article 1^{er} proclame que cette langue est celle de l'administration de l'Université, ce qui est conforme à la loi sur l'emploi des langues en matière administrative, mais l'article 5 stipule que l'enseignement supérieur flamand sera complété dans toutes les sections où, par suite de l'application de l'article 2, l'étudiant flamand ne trouverait pas dans sa langue maternelle un cours sur une branche déterminée de la science. Le centre de culture est donc flamand et complet, comme tel ; ce qui est bilingue c'est l'école professionnelle supérieure. Il en résulte que les cours facultatifs seront flamands. Enfin, à la faculté de médecine, le flamand obtient une position prédominante du fait que les cliniques se font dans cette langue. Le système des deux tiers pourrait donc à la rigueur être considéré comme une disposition relative aux examens menant aux grades professionnels. Les autres projets accordaient de grands avantages aux élèves qui auraient passé dans l'autre langue une partie de leurs examens. En fait, ces dispositions auraient amené le plus grand nombre des étudiants à agir de la sorte. Le projet du Gouvernement établit comme règle ce qui autrement n'aurait été que la coutume générale.

Divers membres ont exprimé le regret de voir la contrainte employée pour obtenir un résultat que la liberté eût pu produire.

M. le Ministre croit que cette objection perd de sa valeur en présence de la supériorité de son système au point de vue pratique.

La Commission, en faisant les réserves qui viennent d'être indiquées, a reconnu la réalité de beaucoup des avantages présentés par le projet, notamment, celui de supprimer la longue période de transition prévue par la plupart des propositions de flamandisation avec ses incertitudes, ses doubles emplois, ses froissements. Elle a, par sept voix contre trois, émis un vote favorable.

Toutefois, plusieurs membres n'ont accordé leur vote qu'avec certaines réserves.

Les uns désirent conserver la liberté d'essayer d'améliorer le projet par des amendements. D'autres ont tenu à déclarer qu'ils se rallient à la proposition à cause de son caractère transactionnel et en raison des nécessités de la politique générale. Ils tiennent à rendre hommage aux excellentes intentions de M. le Ministre des Sciences et des Arts et expriment leur confiance que sous sa direction un essai loyal pourra être fait en vue d'obtenir par cette formule une sensible amélioration à la situation actuelle.

Parmi les opposants, un sénateur a déclaré ne pouvoir voter un projet consacrant l'obligation de connaître le flamand. Un autre croit que le système bien que préférable à celui de M. de Broqueville ne donnera pas satisfaction aux Flamands.

Dans son ensemble, la Commission a émis l'espoir de voir apporter le plus tôt possible une solution à cet irritant problème de politique intérieure, au moment où la Belgique peut être amenée à prendre, dans le domaine international, les résolutions les plus graves.

Le Rapporteur,
CARNOY.

Le Président,
E. DERBAIX.

NOTES DE MINORITÉ.

I.

NOTE DE M^{me} SPAAK ET DE M. REMOUCHAMPS.

Après le rejet des différentes propositions qui furent soumises au Sénat concernant l'Université flamande, on attendait du Gouvernement un projet transactionnel auquel, de part et d'autre, on pût se rallier honorablement.

Tel n'est pas, malheureusement, le caractère de la solution sur laquelle le Sénat est appelé à se prononcer. Elle cherche avant tout à satisfaire une partie de l'opinion flamande et n'apporte aux partisans de la liberté linguistique qu'un appel à la résignation.

L'article 2, sans doute, paraît établir à la base du régime proposé une pensée d'égalité, en permettant à l'étudiant de choisir entre deux régimes, où les deux tiers des cours obligatoires seraient donnés dans l'une des deux langues et un tiers dans la seconde. Mais cette apparence d'égalité n'est, on le verra plus loin, qu'un artifice de rédaction. La véritable idée dont s'inspire le projet est bien celle que proclame l'article 1^{er} : la flamandisation de l'Université de Gand. On la voit d'ailleurs réapparaître dans la plupart des autres articles où se trahit la préoccupation dominante d'exclure de l'Université la langue française ou de ne l'y laisser subsister que diminuée et humiliée.

L'article 1^{er} est significatif à cet égard : il défend de façon absolue que le français soit encore employé comme langue administrative dans cette Université qu'on présente par ailleurs comme bilingue. N'est-ce pas la preuve que le peu de bilinguisme qu'on y tolère encore est appelé à disparaître à son tour dans un avenir rapproché?

Le français est proscrit de façon tout aussi radicale, comme langue d'enseignement, dans les instituts universitaires : c'est exclusivement en flamand que se donneront désormais les cours de l'Institut supérieur d'art et d'archéologie, de l'École spéciale de commerce, de l'Institut supérieur d'éducation physique, sans compter tous les cours libres. Les professeurs actuellement chargés de ces cours devront donc abandonner leurs chaires s'ils ne peuvent ou ne veulent enseigner en flamand. Le projet primitif de M. Van Cauwelaert n'allait pas jusque là ; il permettait aux titulaires des cours français de continuer leur enseignement jusqu'au moment où ils atteindraient la limite d'âge. Les auteurs du projet « transactionnel » ont cru devoir se montrer plus rigoureux.

Le même sort est d'ailleurs réservé au tiers des chaires des facultés de philosophie et lettres, de droit, de sciences et de médecine. Dès le mois d'octobre, leurs titulaires auront à choisir entre la retraite et l'enseignement en flamand. Cette transformation ne se fera pas graduellement comme le prévoyaient les autres projets : l'article 6 permet au Ministre de la réaliser immédiatement, même dans les dernières années d'études.

Ainsi, sur 348 cours français, 222 seront dès maintenant supprimés.

Ce n'est pas tout. Sous prétexte que les cliniques se prêtent difficilement au dédoublement, on les flamandise entièrement, sans songer un seul instant à en réserver la moitié à l'enseignement français. Ici encore apparaît à l'évidence, la vraie tendance du projet.

Enfin, les cours préparatoires au grade d'ingénieur civil des mines se donneront exclusivement en flamand. On n'a pas jugé devoir tenir compte de ce que le nombre de ces ingénieurs seront appelés à exercer leur profession en Wallonie et à l'étranger.

Tandis qu'impitoyablement le projet organise de la sorte l'expulsion du français, son article 5 décide que, dans les facultés flamandes, à côté des deux tiers de cours flamands prévus par l'article 2, il sera permis de créer par arrêté royal d'autres cours de manière à « compléter » le haut enseignement flamand. Cet article 5 supprime en réalité l'apparente concession faite par l'article 2 à la culture française. Il résulte, en effet, des explications données à la Commission par M. le Ministre des Sciences et des Arts que, lorsque tous les cours d'une faculté se donneront en flamand, l'étudiant pourra se dispenser d'en suivre une partie en français. Il lui suffira, pour répondre aux exigences de la loi, de subir un tiers de ses examens dans cette langue.

En résumé, le projet prévoit la création d'une université flamande complète et ne maintient qu'une université française mutilée, dont les jours — ainsi que l'indiquent des déclarations non ambiguës — sont déjà comptés.

En annonçant le dépôt de ce projet, le Gouvernement a déclaré qu'il « prenait ses responsabilités ». Elles sont particulièrement lourdes. Les constituants de 1831, instruits par les fautes du précédent régime, avaient eu la sagesse de décider qu'en matière linguistique, comme en matière religieuse, la liberté seule pouvait sauvegarder le droit des citoyens. A ce régime de liberté, dont ne se plaignent que les esprits aveuglés par la passion, le Gouvernement veut substituer un régime de contrainte opposé à nos traditions. Il veut faire admettre qu'en Flandre, il existera désormais en matière d'enseignement public une langue d'État, à côté de laquelle le français ne sera plus qu'exceptionnellement toléré.

Il se trouvera sans doute des juristes pour démontrer que le projet n'est pas en contradiction avec nos textes constitutionnels. C'est possible; mais il n'est pas douteux qu'il est en opposition complète avec leur esprit.

Ce projet, qui n'a de transactionnel que le nom, constitue un danger pour la paix et l'unité de la nation. Il contient, en outre, pour les Wallons, une menace qu'il convient de ne pas sous-évaluer : celle de l'article 7, qui prétend accorder aux diplômés de l'Université flamandisée de Gand, un privilège en matière d'admission aux emplois publics. Les avantages qu'on espère retirer de cette disposition sont tels que M. le Ministre des Sciences et des Arts a exprimé devant la Commission sa conviction qu'un grand nombre de Wallons s'inscriront forcément à l'Université de Gand transformée, en vue d'y acquérir une connaissance approfondie du flamand.

C'est pour ces raisons que, prenant *librement* nos responsabilités, nous déclarons ne pouvoir accorder notre adhésion au projet gouvernemental.

MARIE SPAAK.

J.-M. REMOUCHAMPS.

II.

NOTE DE M. VERMEYLEN.

Le projet de loi qui nous est soumis reconnaît que les classes cultivées doivent être mises à même de mieux remplir leur mission sociale en pays flamand : j'admets qu'il représente en ce sens un louable effort.

Je regrette pourtant de ne pouvoir me rallier à ce projet : il ne réalise pas l'égalité des Flamands et des Wallons ; il ne donne pas aux Belges de langue flamande l'université complète à laquelle ils ont droit ; il détourne d'une solution nette pour recourir à un système trop compliqué, qui ne me semble pas de nature à attirer à l'Université de Gand une population suffisante, et qui, en sollicitant un certain nombre de professeurs à faire un même cours dans les deux langues, peut avoir pour effet de rabaisser le niveau de l'enseignement.

A. VERMEYLEN.